

Perspectives

N°23/276 – 19 octobre 2023

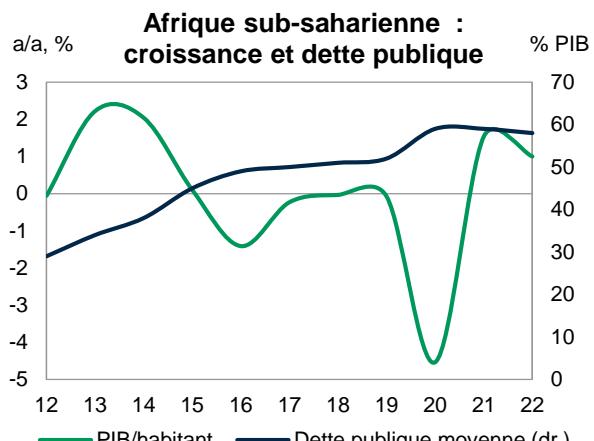
AFRIQUE SUB-SAHARIENNE – La croissance économique est revue à la baisse pour 2023

Selon la dernière édition du rapport *Africa's Pulse* de la Banque mondiale, l'instabilité grandissante, la croissance anémique des principales économies de la région, associées à l'incertitude persistante qui caractérise l'économie mondiale, devraient freiner la croissance économique en Afrique sub-saharienne à 2,5% en 2023, après 3,6% de 2022.

Tout d'abord, on observe un ralentissement des principales économies de la région. En effet, la croissance de l'économie la plus développée du continent, l'Afrique du Sud, devrait atteindre 0,5% seulement en 2023 du fait des difficultés rencontrées par les secteurs de l'énergie et des transports. Le Nigéria et l'Angola devraient, quant à eux, afficher une croissance de respectivement 2,9% et 1,3%, du fait de la baisse des cours des matières premières et des pressions sur les devises affectant les secteurs pétrolier et non pétrolier.

Par ailleurs, l'intensification des conflits et de la violence dans la région pèse lourdement sur l'activité économique. Au Soudan, par exemple, l'activité économique devrait se contracter de 12% en raison du conflit interne qui a entraîné l'arrêt de la production, la destruction de capital humain et l'effritement des capacités de l'État. De même, la résurgence de coups d'État militaires au Niger et au Gabon à la suite des prises de pouvoir par l'armée en Guinée, au Mali et au Burkina Faso, ainsi que les conflits armés en République démocratique du Congo, en Éthiopie et en Somalie créent un environnement délétère inapte à la mise œuvre de nouvelles réformes structurelles.

Facteur aggravant, la dette publique reste un élément d'inquiétude. Plus d'une vingtaine de pays de la région présentent un risque élevé de surendettement, tandis que certains pays, à l'instar de la Zambie ou du Ghana, ont déjà été déclaré en défaut de paiement. L'augmentation de la dette dans la région s'est accompagnée également d'une modification de sa composition, qui s'est détournée des emprunts concessionnels au profit de créanciers privés et de créanciers bilatéraux n'appartenant pas au Club de Paris. En conséquence, la charge du service de la dette s'est accrue et risque d'épuiser les ressources nécessaires au financement de politiques budgétaires visant à soutenir les entreprises et les ménages. Cette charge accrue du service de la dette s'ajoute à une stagnation des exportations, ce qui risque de réduire la disponibilité des devises pour les importations essentielles à la production et à l'investissement.



Enfin, l'environnement économique mondial reste incertain et devrait réduire les flux de financement en faveur des pays en Afrique sub-saharienne. La résilience de la croissance observée au premier semestre 2023, grâce à la résistance de la consommation aux États-Unis et à la réouverture économique en Chine, devrait s'estomper au second semestre de cette année.

Au total, la croissance par habitant en Afrique sub-saharienne n'a pas connu de progression depuis 2015. Le rapport de la Banque mondiale précise que « *la croissance régionale devrait ralentir à un taux moyen par habitant de 0,1% pour la période 2015-2025 : un niveau qui pourrait ainsi marquer une décennie perdue en matière de croissance suite à l'effondrement du prix des matières premières de 2014-2015* ».

Notre opinion – *Aujourd'hui, la lente reprise de l'activité économique en Afrique sub-saharienne ne permet pas de remettre la région sur la trajectoire de réduction de la pauvreté qui prévalait avant la pandémie.*

D'après la Banque mondiale, les leviers d'une croissance inclusive en Afrique sub-saharienne sont une meilleure gestion et une réduction des dettes publiques, une meilleure mobilisation des recettes fiscales, une expansion du secteur privé ainsi qu'un renforcement des processus démocratiques et des institutions nationales à l'avenir.

Article publié le 13 octobre 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
18/10/2023	Hong Kong – L'éternelle question du "peg"	Asie
18/10/2023	Italie – Reprise de la production industrielle, un mirage ?	Italie
17/10/2023	PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole	Agri-Agroalimentaire
16/10/2023	France – Les ménages et les entreprises modifient leur comportement face à l'inflation	France
16/10/2023	Parole de banques centrales – BCE : la science de la patience ou l'assurance contre le risque	Zone euro
16/10/2023	Scénario 2023-2024 – Inde : de la croissance, mais les vieux démons ne sont jamais loin	Asie
13/10/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : Datalab ECO

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.